



### **Compte rendu de la réunion trimestrielle de concertation des PTF du 8 décembre 2005**

Une réunion de concertation des Partenaires Techniques et Financiers représentés au Burkina Faso s'est tenue le jeudi 8 décembre dans la salle de réunion de la Délégation de la Commission européenne sur invitation du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU), M. Charpentier G. Le coordonnateur du SNU a commencé par dresser un bilan des deux précédentes réunions qui avaient permis à l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers représentés au Burkina Faso de marquer leur accord pour la création d'un Secrétariat Technique sur l'Efficacité de l'Aide (STEA), chargé notamment de suivre sur le terrain la mise en œuvre des déclarations de Rome et de Paris. La mise en place effective du STEA avance : l'équipe composée actuellement d'un cadre du PNUD sera renforcée de deux cadres. Puis, il a présenté l'ordre du jour, qui fut accepté par les participants.

Ponty N. (STEA) a présenté les résultats du questionnaire du CAD à partir des réponses déjà obtenues. Les premiers résultats obtenus à partir des réponses de onze agences de coopération qui représentent à elles seules environ 60 pour cent des flux d'aide permettent de dégager de premières conclusions :

- § L'alignement sur le système national de passation des marchés et le système de gestion des finances publiques est relativement avancé au Burkina Faso grâce aux appuis budgétaires et approches sectorielles ;
- § Le pourcentage de missions et d'évaluations conjointes reste encore trop faible au regard des cibles fixées par le CAD pour l'année 2010 ;
- § L'assistance technique délivrée par les Partenaires Techniques et Financiers représentés au Burkina Faso est très faiblement coordonnée.

Les discussions ont permis de discuter et d'approfondir ces résultats quantitatifs.

- § La coordination de l'assistance technique est facilitée par l'existence d'approches sectorielles, comme c'est le cas dans les domaines de la santé et de l'éducation ;
- § Le questionnaire CAD est peu adapté pour apprécier la qualité de l'aide qui est versée directement à des organisations de la société civile. Le questionnaire pourrait être enrichi pour apprécier le rôle positif de la société civile dans l'efficacité de l'aide.

Il a été proposé au STEA d'entrer en contact avec la Direction Générale de la COOPération pour réfléchir à la mise en place d'un calendrier indicatif des missions. Enfin, le secrétariat technique devrait, en s'appuyant sur les travaux menés dans d'autres pays, également engager des travaux pour mettre en place une matrice de mesures. Les agences n'ayant pas encore rempli le questionnaire peuvent entrer en contact avec le STEA qui a marqué à nouveau sa disponibilité pour les appuyer.

Ponty N. (STEA) a alors dressé un bilan du questionnaire de suivi des appuis au Schéma Directeur de la Statistique (SDS). Ce questionnaire, défini par le Danemark et le STEA en concertation avec la Direction générale de l'INSD, doit permettre après avoir consolidation des réponses individuelles, de cibler les principaux gaps. La date limite avait été fixée initialement au 7 décembre.

L'ambassadeur de la Commission européenne (CE) au Burkina Faso, Madame Suomalainen S., a informé les participants de la stratégie de la Commission pour l'Afrique. La nouvelle politique de la CE pour le développement s'appuie sur les principes d'harmonisation et d'alignement et aussi de complémentarité et d'avantage comparatif avec les autres donateurs.

Puis, la représentante de la Banque mondiale au Burkina Faso, Madame Goldstein E., a informé que la nouvelle stratégie de la Banque mondiale avait été présentée lors d'une réunion à Bruxelles. Pour la période 2006-2009, quatre domaines spécifiques sont retenus au Burkina Faso : la gestion des finances publiques, la réforme judiciaire et la lutte contre la corruption, la décentralisation, les transports et la filière coton. Un accent nouveau est mis sur l'intégration régionale et les programmes coordonnés au niveau régional dans les secteurs de la route et de l'énergie.

Selon l'ambassadeur de la Commission européenne et la représentante de la Banque mondiale, les synergies entre la Banque mondiale et l'UE ne posent pas de problème spécifique et doivent s'inscrire plus largement dans le programme de travail de l'ensemble des donateurs autour de l'harmonisation et de l'alignement de l'aide.

Un point sur la coordination des donateurs dans le domaine de l'éducation a été présenté par Louis L'Aolt, directeur de l'AFD au Burkina Faso et chef de file des donateurs dans le secteur de l'éducation. Après avoir rappelé le champ de la politique sectorielle (éducation de base, alphabétisation et éducation non formelle) ainsi que les partenaires (donateurs bilatéraux et multilatéraux, ONG), L. L'Aolt a rappelé les principaux points qui restent à améliorer :

- § mettre en place un règlement intérieur qui n'existe pas aujourd'hui alors même que le cadre de coordination des donateurs a été mise en place en 2001 ;
- § identifier un partenaire permanent au sein du ministère (par exemple, la DEP , secrétariat du PDEB) ;
- § suivre les objectifs mêmes du PDEB, et non seulement les problèmes de gestion ;
- § intégrer à la coordination les donateurs ne participant pas au panier commun ainsi que les ONGs ;
- § distinguer les niveaux technique et politique de la concertation ;

De nombreux participants se sont félicités de l'approche inclusive et de l'esprit d'ouverture retenu par la coordination dans le secteur éducation. De son côté, la directrice de la coopération suisse a informé les participants à la réunion que son agence révisera sa stratégie dans le domaine de l'éducation serait révisée au cours du premier semestre de 2006.

Le représentant de l'UEMOA a pris la parole pour informer les participants de la volonté de l'UEMOA d'engager avec les donateurs un dialogue sur le programme Economique Régional (PER). Le coordonnateur du SNU a exprimé le souhait que l'UEMOA puisse s'impliquer davantage dans l'harmonisation et l'alignement de l'aide.

Le coordonnateur du SNU a proposé la date du mercredi 15 mars 2006 pour la prochaine réunion des Partenaires Techniques et Financiers représentés au Burkina Faso.

## Liste de participants

| Nom et Titre           | Structure       | Contact Tel/Email |
|------------------------|-----------------|-------------------|
| 1. Rabiou Albert       | UEMOA           | 50 32 87 65       |
| 2. Margit Thomsen      | DANEMARK        | 50 31 31 92       |
| 3. French Joan         | UNICEF          | 50 30 02 35       |
| 4. Janus Hartmut       | COOP ALLEMANDE  | 50 30 60 92       |
| 5.Djamila Cabral       | OMS             | 50 30 65 65       |
| 6. Maïga Sékou         | AMB DU MALI     | 50 38 19 22/23    |
| 7. Vincent Badji       | AMB DU SENEGAL  | 50 31 14 18       |
| 8. Pernoud Anne Claire | AMB France      | 50 30 67 70       |
| 9. Ellen Goldstein     | BANQUE MONDIALE | 50 30 62 38       |
| 10. H. Schaapveld      | PAYS BAS        | 50 30 61 34       |
| 11.L'Aot Louis         | AFD             | 50 30 60 92       |
| 12. Aziz Tadjousti     | AMB MAROC       | 50 37 40 16       |
| 13.Stal Cecilin        | COOP SUEDOISE   | 50 30 18 02       |
| 14. Tiendrébéogo Aimé  | COOP CANADA     | 50 30 76 77       |
| 15.J. Lamonde          | COOP CANADA     |                   |
| 16. Geneviève Ah Sue   | UNFPA           |                   |
| 17. Chrystel Ferret    | COOP SUISSE     | 50 30 67 29       |
| 18. Hannes Hauser      | Autriche        | 50 31 28 44       |
| 19. Georg Charpentier  | SNU             | 50 30 67 65       |
| 20. Sari Suomalainen   | DELEG DE LA CE  | 50 30 73 85       |